



UMR 5319

Passages



**Signifier «la transition»:**

**mise en discours, mise en action**

*Mots-clés : Transition, modernité, aménagement, politique publique, mobilisations sociales, jeux d'acteurs*

**Journées d'études de l'UMR 5319 PASSAGES - Focale «Transition» -  
Appel à communications  
17 et 18 juin 2019, à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour**

Contexte :

Les questionnements posés par cette journée d'étude résultent des réflexions menées par le laboratoire PASSAGES et sa focale « transition ». Une réflexion qui se fonde sur le lien entre les transitions et la reconfiguration des spatialités dans un contexte de changements globaux.

Cette journée, organisée par un collectif de doctorants PASSAGES de l'Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA), vise à questionner la « transition » à travers trois axes de réflexion. Il s'agit d'insister sur le caractère polysémique de cette notion en raison des usages fréquents et divers dans lesquels elle est mobilisée. Le premier axe se focalise sur la dimension temporelle des transitions. Le second interroge la transition à travers l'idée de transformations et de changement sociaux qu'elle insinue. Enfin, le troisième, s'intéresse la transition en tant que référentiel pour l'action d'aménager.

**Transitions & modernité :**

Étymologiquement, le terme « transition » renvoie à l'idée d'un « passage », c'est-à-dire d'un mouvement qui n'est pas concevable sans ses référentiels spatio-temporels. Le mot « transition » n'en finit pas d'occuper une place prépondérante dans la littérature scientifique. À bien des égards, il a été victime d'un succès phénoménal lié à une expérience historique spécifique où tout est effervescence sociale. Jacques Hamel et Mohammed Sfia rappellent que « la théorie de la transition revêt [...] une nécessité historique et porte les caractéristiques de la modernité qui lui donnent naissance [...] » (Hamel et Sfia, 1990). Dès lors, qu'est-ce que la transition nous dit de notre regard sur la Modernité ?

*Axe 1 : Temporalisation de la transition*

La transition ne se pense pas sans une réflexion sur nos conceptions du temps. L'articulation visée ici entre temporalisation, modernité et transition peut être éclairée à la lumière de nombreux travaux. Reinhardt Koselleck assimile l'avènement de la Modernité à une expérience du temps particulière dans laquelle ce dernier n'est plus vécu comme un début ou une fin de quelque chose, pouvant s'appuyer sur des champs d'expérience et des horizons d'attentes, mais comme une transition permanente. Si Koselleck soulignait déjà l'importance de l'accélération comme phénomène clef de la Modernité (Koselleck, 2016), ce sont les travaux d'Hartmut Rosa qui ont systématisé cette intuition (Rosa, 2014). Il entend l'accélération comme une élévation et une intensification des rythmes dans certains systèmes sociaux engendrant des changements rapides et donnant corps à l'expérience d'une transition permanente. Norbert Elias (Elias, 1997), affirme que le temps relève d'un acte de connaissance en même temps que d'une mesure par des instruments. De la même façon, une

« transition » implique un certain savoir en même temps qu'il pose la nécessité de disposer d'un éventail de métrologies critiques.

En somme, quelles connaissances et quels outils sont-ils nécessaires pour saisir cette expérience temporelle ? Ne dispose-t-on pas déjà des instruments nécessaires à une bonne compréhension de ce phénomène, que l'on fasse référence aux « régimes d'historicité » de François Hartog (Hartog, 2012 ; Hartog, 2016) ou à la « pragmatique des futurs » de Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz (Chateauraynaud et Debaz, 2017) ? Mais, en même temps, est-ce que la promotion systématique des « transitions » désigne autre chose qu'une expérience d'une double dette envers le passé et le futur, l'un consistant à se remémorer les alertes et les égarements de nos aïeux (Bonneuil et Fressoz, 2016 ; Jarrige, 2016), l'autre tentant de ménager un avenir pour les prochaines générations ?

### *Axe 2 : Crise, changement social et reproduction*

Sachant, plus ou moins, d'où elle part, c'est le point d'arrivée, ou plutôt le point de chute, qui baigne dans l'incertitude. La « transition » contient aussi cette idée de changement, de transformation, de mutation qui modifient les formes les plus fondamentales de l'intelligibilité du monde. Maurice Godelier définit la transition comme une phase problématique pour reproduire un système économique et social et la nécessité de résorber des dérèglements, afin de faire advenir de nouvelles conditions d'existence (Godelier ; 1987). De là se pose la question des formes de production et de reproduction de la société, de leur légitimité et de leur acceptation par les populations. Par ailleurs, il faut rappeler l'imbrication de l'idée de transition et de celle de progrès, omniprésente dans le langage politique.

Fantasma ou réalité, les transitions et leurs qualificatifs prophétisent un changement pour répondre aux différentes crises de la modernité. Mais toutes ces transitions sont-elles réellement des passages ? Ici, il n'est jamais question de remplacer et de proposer de nouveaux principes d'action, mais simplement de remplacer une matrice par une autre tout en dérangeant le moins possible les modes routiniers de l'action (Aykut et Evrard, 2017). À la fois outil descriptif et promotionnel, on comprend que la « transition » peut être surtout un moyen de se représenter la société telle qu'on la souhaiterait : en mouvement et, si possible, vers le progrès.

### *Axe 3 : Référentiels de l'aménagement*

Que nous disent alors la transition et ses qualificatifs sur la modernité ? La nouvelle mobilisation des théories de la transition depuis les années 2000 s'effectue à travers le prisme de l'adaptation au changement climatique (Ollivier et al., 2018). De fait, la mise à l'agenda des politiques et de l'action publique de cette notion tend à s'instaurer comme un référentiel de l'action d'aménager. Par-là, l'aménagement — « bras armé » de la modernité (Allmendinger, 2001 ; Berdoulay et Soubeyran, 2000, 2012) — « pour les transitions » serait un des moyens de chercher dans l'évolution de la modernité une solution à sa pérennité. En ce sens, le référentiel que constitue la transition s'inscrit dans les déclinaisons de « l'ordre de gouvernementalité du régime climatique » (Aykut et Dahan, 2015). En d'autres termes, la transition est une nouvelle tentative de promotion d'un référentiel d'action face à la problématique environnementale, comme l'a été avant lui le développement durable (Bruntland, 1987). Plus encore, elle prétend incarner une réponse à l'essoufflement des critiques technophobes et à l'ineffectivité du développement durable : « la notion même de transition a pour vocation de prendre le relais du développement durable » (Larrère, Larrère et Bouleau, 2016). C'est en ce sens que les transitions sont perçues, selon les termes de Rumpala, comme des « voies de passage » (Rumpala, 2010).

Dans cette acception, les transitions seraient-elles une illustration d'une « modernité écologique » (Buttel, 2000 ; Mol, Sonnenfeld et Spaargaren, 2009) ? Seraient-elles un nouveau champ de régulations politiques et d'exercice du pouvoir ? Ne traduisent-elles pas une crainte profonde, un malaise ou l'expérience d'une impasse dans la Modernité ? Sont-elles un outil salvateur pour répondre à l'horizon d'une modernité menaçante (Bourg, Joly et Kaufmann, 2013) ? Ou, dans leurs liens avec « l'écologisation de la modernité », n'empêchent-elles pas, *in fine*, d'embrasser pleinement la catastrophe, prélude à une société conviviale ? (Rey ; 2016; Illich 2014; Dupuy 2004).

## Acteurs de la transition, mise en discours, mise en action :

Les axes des journées d'étude, autour des acceptions de la notion, étant définis, nous proposons dès lors d'appréhender la transition dans sa version plus pragmatique. Nous suggérons ici un cadre d'analyse à partir duquel, il nous semble, une grande variété de « situations de transition » peut être abordée.

Conceptuellement, la transition ne fait pas, nous l'avons vu, totalement consensus. Cela dit, de façon empirique, elle reste très présente dans les sphères politiques et sociales, à travers les discours (institutionnels, alternatifs, citoyens, ...) ou encore dans les actions (lois, innovations, productions, mouvements sociaux, etc.). Ainsi, si l'on tente de faire un état des lieux large, et néanmoins non exhaustif, de ce qui se revendique, de près ou de loin, actuellement de la transition (sans pour autant affirmer que toutes les situations proposées ici relèvent de la transition), on observe la présence d'une diversité d'acteurs, de postures et de rôles associés à celle-ci.

### *Les acteurs de transition(s)*

Les acteurs que l'on peut identifier sont institutionnels, économiques et citoyens. Nous retiendrons, d'une part, les États (ou groupements d'États) à travers, par exemple, l'*Energiewende* (transition énergétique allemande), la Conférence des Nations Unies pour le Changement Climatique, ou les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) de l'Union Européenne. D'autre part, les collectivités territoriales se revendiquent acteurs locaux des transitions par la mise en place de projets tels que les Projets Alimentaires Territoriaux (qui visent à infléchir la transition agroécologique par l'alimentation), les Plans Climat-Air-Energie Territoriaux, ou les projets participatifs d'énergies renouvelables (Energie Partagée, 2017). Mais encore, on peut citer les entreprises, des multinationales aux TPE/PME locales, moyennant, entre autres, la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE), la distribution d'énergies renouvelables, ou encore la commercialisation de produits biologiques labellisés. On peut aussi ajouter les mouvements coopératifs, associatifs ou citoyens, tels que *Alternatiba* ou *Enercoop*. Puis finalement, les citoyens participent de manière individuelle à travers leurs pratiques quotidiennes (compostage, installation de plaques photovoltaïques, le « zéro déchets », etc.) aux « situations de transition ».

Ces acteurs doivent être observés dans leurs contextes social et spatial (Bridge et al., 2013). En ce sens, par exemple, les pratiques quotidiennes des citoyens ne peuvent être comprises de manière détachée du milieu socio-économique de ceux-ci. Les individus d'un milieu plus aisé étant plus à même de s'engager dans des démarches de « transitionneurs » (comme l'achat de produits bio). De leur côté, Maresca et Dujin (2014) parlent d'analyse de mode de vie (regroupant des aspects tels que la forme d'habitat, l'éducation ou les représentations) comme une manière de comprendre les comportements émergents liés à la transition énergétique. D'un point de vue spatial, les collectivités territoriales se trouvent face à des questionnements différents : les « smart cities » dans les grandes métropoles, les méthaniseurs dans les petites communes rurales. Dans ces dernières, les projets d'énergies renouvelables (EnR) sont souvent envisagés comme des voies de développement territorial (Chabrol et Grasland, 2016) qui permettent de mettre en valeur des ressources locales de nature variée : agricole (méthanisation), forestière (bois-énergie), foncière (photovoltaïque, éolien), etc. Par ailleurs, si l'on passe à une échelle globale, la transition énergétique ne peut s'envisager de la même manière selon le niveau de développement d'un pays et peut ainsi se rapprocher de l'idée d'une « justice énergétique » (Castán Broto et al., 2018).

### *Mise en discours, mise en action*

Tous ces acteurs peuvent, à un moment donné, avoir une posture d'émetteur de discours de transition (en légiférant, en nommant de façon performative, en diffusant, en commercialisant, en produisant...), ou bien de récepteur. Ces discours peuvent être « institutionnels », ils reprennent alors les grandes lignes définies par l'État ou les Cop, ou bien, contestataires et réclament ainsi des actions qui vont plus loin que les objectifs institutionnels (le Village des alternatives de la Cop21), ou encore, « transitio-sceptiques ».

Les acteurs récepteurs de discours peuvent avoir un rôle actif, c'est-à-dire, la réception du discours entraîne une action, comme la mise en place d'un Territoire à Energie Positive (TEPOS) par une communauté de commune ou le développement d'une politique de RSE par une multinationale. Néanmoins, les acteurs peuvent également avoir un rôle passif : entendre, recevoir le discours, sans modifier leurs pratiques, que ce soit volontaire (transitio-sceptique) ou subi (par exemple des populations du Sud concernées par les enjeux des changements globaux, mais exclues des dynamiques de transition de par leurs conditions socio-économiques).

Finalement, les acteurs ayant un rôle actif se placent au sein de dynamiques, verticales et horizontales, différentes. Les dynamiques verticales se caractérisent par une diffusion du discours de transition, pour sa postérieure mise en application, entre différents niveaux hiérarchiques ou différents niveaux scalaires. Elles peuvent être de type top-down, bottom-up (Stöhr, 1990), ou encore « procédurale » (Lascoumes et Le Bourhis, 1998). En outre, Walker et Devine-Wright (2008) définissent la nature participative des projets d'EnR, les « community renewable energy », en fonction de leur caractère local ou distant, mais aussi privé ou collectif, vis-à-vis de la prise de décision et de la redistribution des bénéfices (ils opposent ainsi les projets utilitaires des grandes entreprises privées aux petits projets menés par des habitants). En somme, le caractère « communautaire » ou participatif des projets EnR conditionne l'acceptabilité de ceux-ci (Warren et McFadyen, 2010). Pour finir, les trajectoires horizontales sont celles qui s'opèrent entre les lieux ou les acteurs reliés par la proximité géographique et organisationnelle (Bouba-Olga et Grossetti, 2008). Ces dynamiques permettent la diffusion, en tache d'huile, ou bien, restent des cas particuliers ou isolats (Boisseau, 1974).

### Axes de contributions

Au regard de la présentation de cette journée d'étude, les contributions pourront s'aligner sur l'un des trois axes suivants, développés plus haut :

- Axe 1 : Temporalisation de la transition
- Axe 2 : Crise, changement social et reproduction
- Axe 3 : Référentiels de l'aménagement

Ces trois axes peuvent être abordés au regard des entrées développées dans la seconde partie de cet appel, à savoir les acteurs, la mise en discours ou encore la mise en action des transitions.

Enfin, gardons à l'esprit que cette notion est mobilisée dans une multitude de situations. Est-elle, aujourd'hui, autre chose qu'un « jouet » ou une « figure obligée » pour les *social scientists* qui analysent les changements sociaux ou proposent des scénarisations du futur ? Cette notion est-elle encore autre chose qu'un levier à financement pour la recherche (— action) ? Et comment ne pas y voir une forme d'hubris du chercheur qui souhaite voir systématiquement dans ses objets d'étude des « moments clefs », des « charnières » ou des « tournants » d'importance majeure là où réside, en fait, un processus social tout à fait banal ? Quelle puissance heuristique recèle encore une notion qui semble, trop souvent, inopérante sans ses béquilles conceptuelles (résilience, risque, incertitude) et ses adjectifs épithètes (démocratique, écologique, énergétique, agricole, numérique, etc.) ?

**Modalités de soumission à [transitions.je@gmail.com](mailto:transitions.je@gmail.com)**

**Soumission d'une proposition de communication orale – date limite 17 mars 2019**

L'appel à communication est ouvert aux doctorants, post-doctorants et chercheurs en sciences sociales (géographie, droit, sociologie, anthropologie, histoire, etc.).

La proposition, rédigée en français, doit comprendre un titre, un résumé de 3000 caractères maximum (espaces comprises), hors bibliographie et 3 à 5 mots-clefs. Elle précisera l'axe dans laquelle elle s'inscrit et sera transmise au format Word, Times New Roman 12, interligne 1,15.

## Calendrier

Début décembre	Lancement appel à communication
17 mars	Date de limite de soumission des propositions orales
15 avril	Notification aux auteurs
26 mai	Date limite d'envoi des résumés détaillés. Ils seront transmis au format Word, Times New Roman 12, interligne 1,15
17-18 juin	Tenue de la journée d'étude à l'UPPA

## Comité d'organisation

Romain CARRAUSSE (Doctorant en géographie – UMR PASSAGES - UPPA)  
Oriane CHARRIER (Doctorante en géographie – UMR PASSAGES - UPPA)  
Tobias ETIENNE-GREENWOOD (Doctorant en sociologie – UMR PASSAGES - UPPA)  
Anaïs LANAS (Doctorante en géographie – UMR PASSAGES - UPPA)

## Comité scientifique

Christine BOUISSET (Maître de Conférence en géographie – UMR PASSAGES – UPPA)  
Romain CARRAUSSE (Doctorant en géographie – UMR PASSAGES – UPPA)  
Marion CHARBONNEAU (Maître de Conférence en géographie – UMR PASSAGES - UPPA)  
Oriane CHARRIER (Doctorante en géographie – UMR PASSAGES – UPPA)  
Isabelle DEGREMONT (Maître de Conférence en géographie – UMR PASSAGES – UPPA)  
Maylis DOUENCE (Maître de Conférence en droit public – Centre de Recherche Pau Droit Public – UPPA)  
Tobias ETIENNE-GREENWOOD (Doctorant en sociologie – UMR PASSAGES)  
Sandrine GOMBERT-COURVOISIER (Maître de Conférence en écologie – UMR PASSAGES - UBM)  
Anaïs LANAS (Doctorante en géographie – UMR PASSAGES - UPPA)  
Yves POINSOT (Professeur en géographie – UMR PASSAGES - UPPA)  
Sandrine VAUCELLE (Maître de Conférence en géographie – UMR PASSAGES - UBM)

## Bibliographie

- ALLMENDINGER P., 2001, *Planning in Postmodern Times*, Psychology Press, 294 p.
- AYKUT S.C., DAHAN A., 2015, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales.*, Paris, Presses de Sciences Po.
- AYKUT S.C., EVRARD A., 2017, « Une transition pour que rien ne change ? Changement institutionnel et dépendance au sentier dans les « transitions énergétiques » en Allemagne et en France », *Revue internationale de politique comparée*, 24, 1, p. 17-49.
- BERDOULAY, V., SOUBEYRAN, O. (dirs.), 2000, *Milieu, colonisation et développement durable : perspectives géographiques sur l'aménagement*, Paris, L' Harmattan (Géographies en liberté), 262 p.
- BERDOULAY V., SOUBEYRAN O., 2012, « Pratiques réflexives en aménagement pour une adaptation aux changements environnementaux », *L'Espace géographique*, Tome 41, 2, p. 169-180.
- BONNEUIL C., FRESSOZ J.-B., 2016, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Éditions du Seuil (Points Histoire), 332 p.
- BOUBA-OLGA, O., GROSSETTI, M., 2008, « Socio-économie de proximité », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 3, p.311-328.

- BOURG D., JOLY P.-B., KAUFMANN A., 2013, *Du risque à la menace*, Paris, Presses universitaires de France.
- BRIDGE G., BOUZAROVSKI S., BRADSHAW M., EYRE N., 2013, « Geographies of energy transition: Space, place and the low-carbon economy », *Energy Policy*, 53, pp. 331-340.
- BRUNTLAND, 1987, *Our common future*.
- BUTTEL F.H., 2000, « Ecological modernization as social theory », *Geoforum*, 31, 1, p. 57-65.
- CASTÁN BROTO, V., BAPTISTA, I., KIRSHNER, J., SMITH, S., & NEVES ALVES, S., 2018, « Energy justice and sustainability transitions in Mozambique », *Energy*, 228, p. 645-655.
- CHABROL, M., & GRASLAND, L., 2016, « Fiscalité locale des énergies renouvelables, un levier incertain de développement local (France) », *Cybergeo : European Journal of Geography*.
- CHATEAURAYNAUD F., & DEBAZ J., 2017, *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Editions Petra, France, 646 p.
- DUPUY J.-P., 2004, *Pour un catastrophisme éclairé : quand l'impossible est certain*, Paris, Éditions du Seuil, 216 p.
- ELIAS N., 1997, *Du temps*, Paris, Fayard, 223 p.
- ÉNERGIE PARTAGÉE, ADEME, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, HEINRICH BÖLL STIFTUNG, F. (2017), *Guide pratique. Les collectivités territoriales, parties prenantes des projets participatifs et citoyens d'énergie renouvelable*.
- GODELIER M., 1987, « L'analyse des processus de transition », *Information (International Social Science Council)*, 26, 2, p. 265-283.
- HARTOG, F., 2012, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Editions du Seuil (Points Histoire), France, 322 p.
- HAMEL J., SFIA M., 1990, « Sur la transition », *Sociologie et sociétés*, 22, 1, p. 5.
- ILlich I., 2014, *La convivialité*, Paris, Points (Essais), 158 p.
- JARRIGE F., 2016, *Technocritiques : du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 434 p.
- KOSELLECK R., 2016, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit par HOOCK J., HOOCK M.-C., Nouvelle édition revue et complétée, Paris, Éditions EHESS (En temps & lieux), 399 p.
- LARRÈRE C., LARRÈRE R., BOULEAU N., 2016, « Les transitions écologiques à Cerisy, Ecological transitions at Cerisy », *Natures Sciences Sociétés*, 24, 3, p. 242-250.
- LASCOUMES, P., & BOURHIS, J.-P. L., 1998, « Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures », *Politix*, 42, p. 37-66
- MARESCA, B. & DUJIN, A., 2014, « La transition énergétique à l'épreuve du mode de vie », *Flux*, 96, 2, p. 10-23
- MOL, A.P.J., SONNENFELD, D.A., SPAARGAREN, G. (dirs.), 2009, *The Ecological Modernisation Reader: Environmental Reform in Theory and Practice*, 1 edition, London ; New York, Routledge, 560 p.
- OLLIVIER G., MAGDA D., MAZÉ A., PLUMECOCQ G., LAMINE C., 2018, « Agroecological transitions: What can sustainability transition frameworks teach us? An ontological and empirical analysis », *Ecology and Society*, 23, 2.
- ROME C.D., 1972, *Halte à la croissance?. Le club de Rome présenté par Janne Delaunay. Rapport Meadows. Préface par Robert Lattes. Editions Fayard. Ecologie. 1972.*, Editions Fayard.
- ROSA H., 2014, *Accélération : une critique sociale du temps*, traduit par RENAULT D., Paris, La Découverte, 487 p.
- RUMPALA Y., 2010, « Recherche de voies de passage au « développement durable » et réflexivité institutionnelle. Retour sur les prétentions à la gestion d'une transition générale », *Revue Française de Socio-Économie*, 6, p. 47-63.
- STÖHR W., 1990, « On the Theory and Practice of Local Development in Europe », in Stöhr W. (ed.), *Global Challenge and Local Responses*, Mansell Publisher, London, pp. 35-54
- WALKER, G., DEVINE-WRIGHT, P., 2008, « Community renewable energy: What should it mean? », *Energy Policy*, 36, 2, p. 497-500.
- WARREN, C. R., & MCFADYEN, M., 2010, « Does community ownership affect public attitudes to wind energy? A case study from south-west Scotland », *Land Use Policy*, 27, 2, p.204-213.